

Un minerval adapté aux revenus

ENSEIGNEMENT Marcourt (PS) voudrait que les « riches » paient plus

► Alors que les étudiants manifestaient lundi pour dénoncer le coût des études, le ministre de l'Enseignement supérieur a émis une proposition...

► Augmenter le montant du minerval pour les familles les plus aisées.

Faire payer plus cher pour les plus riches ? C'est l'idée émise, lundi matin, par le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS), au micro de la RTBF.

Des propos qu'il nous dit vouloir remettre dans leur contexte. « Un : il n'y a pas de dossier, explique-t-il. La déclaration de politique générale (DPG) est muette à cet égard. Deux : j'ai indiqué qu'il y avait la volonté de refinancer

l'enseignement supérieur. Et là, dans la DPG, il y a la volonté de tenir compte de la situation des étudiants et que cela doit peut-être ouvrir la réflexion sur la capacité contributive ». A cet égard, le ministre confirme qu'il peut « imaginer le relèvement du plafond des droits à l'inscription pour les non-Européens à hauts revenus en excluant ceux concernés par la coopération » et d'augmenter les droits d'inscription « pour les étudiants bénéficiant, au départ de leurs parents, de revenus importants ».

Il s'agirait donc d'avoir quatre catégories d'étudiants : les boursiers (dont les frais d'inscription seraient nuls), les étudiants au statut « modeste » (dont les frais seraient réduits), les étudiants payant un minerval de 830 euros et les étudiants « riches » pour qui les frais d'inscription seraient plus élevés. « Avoir un droit unique à 830 euros de manière linéaire pour tous ceux qui

n'ont pas la réduction des droits liée au statut modeste a une part d'injustice, estime Jean-Claude Marcourt, qui précise en être au « stade zéro » : « Nous allons lancer des groupes de travail sur le refinancement de l'enseignement supérieur et la façon de mieux permettre l'accès aux étudiants qui n'y arrivent pas. Il n'y a pas de proposition du gouvernement sur la table, mais on ne peut pas ignorer un certain nombre de réflexions ».

Selon le ministre, cette idée doit être perçue comme l'expression d'une plus grande justice sociale. Certes, cela ne change rien au montant minimum classique, mais « le montant supérieur ainsi perçu doit permettre de financer des politiques à destination des moins nantis » et ce alors que « la Communauté française a peu d'outils fiscaux pour mener une politique sociale ». ■

FABRICE VOOGT

manifestation « C'est de plus en plus difficile »

REPORTAGE

Place Stéphanie, 14 h 30, une cinquantaine d'étudiants francophones attend le début de la protestation. Drapeau à la main, mégaphone aux lèvres, chants et slogans retentissent lorsque les étudiants de l'ULB les rejoignent. « *Etudiants en colère !* », reprennent en chœur les francophones et quelques néerlandophones. Ils sont environ 150 lorsque le cortège débute pour se rendre devant le ministère de l'Éducation flamand, avenue Albert-II - ils seront au final 210 selon la police, 450 selon les organisateurs.

Tous sont venus contester les mesures d'austérité touchant l'enseignement. La promesse du gouvernement de refinancer l'éducation passe mal chez les manifestants. « *On a du mal à croire qu'on va refinancer l'éducation, alors qu'on tranche dans tous les budgets* », est convaincu Gerald Renier, de la section jeune de la FGFB. L'augmentation du minerval dans les deux Communautés, la fin du gel du prix du minerval, ces mesures, entre autres, motivent les étudiants francophones et flamands à manifester ensemble, « *ces réformes vont creuser le fossé*

social, c'est important qu'on soit solidaire. Du nord ou du sud, nous sommes tous des étudiants belges, après tout ! » s'exclame Heddy, en cursus d'éducation spécialisée.

« Pas d'austérité sur l'enseignement »

A 15 heures, les étudiants se mettent en marche. Les pancartes apparaissent les unes derrière les autres, en français et en néerlandais. Nous pouvons y lire entre autre « *Austérité sur la guerre, pas sur l'enseignement* », un message qui entre en résonance avec cette centaine d'étudiants scandant : « *Etudier est un droit, on ne négociera pas !* ». Ils sont inquiets pour leur avenir, « *même avec les aides, il est de plus en plus difficile de se loger, d'acheter ses syllabus...* », nous confie un étudiant de l'ULB, avant d'ajouter : « *Bientôt, des familles ne pourront plus se permettre d'envoyer leurs enfants faire des études, et l'université deviendra un privilège réservé aux classes aisées...* »

17 heures. Le cortège arrive à destination devant le ministère de l'Éducation. D'autres étudiants flamands sont venus se joindre aux premiers. D'après Corinne Martin, présidente de la FEF, « *ils*

viennent de Leuven et de Gand. Ils sont venus à vélo et à pied ! » Positionnés sur le talus entre deux routes, pile en face du ministère, les représentants d'étudiants enchaînent les discours dans les deux langues. Ils rappellent une dernière fois leurs revendications : gel du minerval, financement de l'enseignement public et rejet de toute forme de sélection. Une manifestation pour montrer également la solidarité entre les étudiants. « *Ce qui arrive côté néerlandophone peut arriver côté francophone, il est important d'être solidaire !* », rappelle Corinne Martin.

Ce cortège ne se voit pas uniquement comme un mouvement pour les étudiants. Il se veut marche contre l'austérité en général. « *C'est déjà difficile d'accéder aux études aujourd'hui. Demain, ce sera pire ! Alors, c'est un devoir citoyen pour nous de montrer notre désaccord avec cette politique qui précarise la société* », dit Morgane, un bonnet en laine rouge enfoncé sur la tête, avant de chanter avec les autres « *Jeunes dans la galère, vieux dans la misère ! Cette société-là, on n'en veut pas !* » ■

TONY CHALOT (st.)